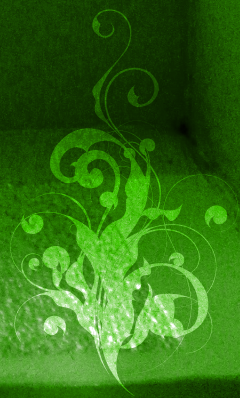


BILAN DU CYCLE D'ACTIVITÉ 2021 – 2024

30^e Congrès SFPQ - 2024



AVRIL 2024

PRÉSENTÉ PAR

Exécutif national
Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec

TABLE DES MATIÈRES

- BILAN D'UN MANDAT RACCOURCI..... 4**
- Négociations 4
- Environnement..... 4
- Défense des services publics..... 4
- Tournée DDD 5
- Intelligence artificielle et transformation numérique 5
- Conclusion 6**

BILAN D'UN MANDAT RACCOURCI

Contrairement au mandat 2016-2020 qui aura été prolongé d'une année compte tenu de la pandémie, le mandat 2020-2024 a été raccourci de la même période pour ne débiter qu'en avril 2021 à partir du Congrès tenu virtuellement.

Ce mandat nous aura permis, entre autres, de mettre en place un système informatique pour tenir nos instances en hybride et d'instaurer le vote électronique, qui permet maintenant à nos membres de se prononcer en grande majorité sur les différentes consultations concernant leurs conventions collectives.

Bien que davantage de dossiers que ceux résumés ici aient été traités, il serait toutefois impossible de faire un bilan exhaustif de toutes les initiatives entreprises par les différents paliers du SFPQ. Voici donc un aperçu de ce qui a le plus marqué le mandat 2020-2024 :

NÉGOCIATIONS

Au cours de ce cycle d'activité, le Service de la négociation a obtenu des ententes pour le renouvellement des conventions collectives pour la grande majorité des diverses accréditations que nous représentons. Pour les accréditations dont les négociations sont encore en cours, notre priorité demeure d'obtenir un règlement à la satisfaction des membres. Pour les accréditations Fonctionnaires et Ouvriers, nous avons convenu pour chacune d'elles d'une convention collective. Dès la conclusion des négociations 2020-2023, nous avons dû remettre en branle la négociation, pour ceux-ci puisque l'échéance de ces conventions collectives était le 31 mars 2023. Notre équipe du Service de la négociation a donc eu du pain sur la planche tout au long du cycle.

ENVIRONNEMENT

Dans la foulée des recommandations ambitieuses adoptées lors du dernier Congrès, le Syndicat a mené plusieurs actions importantes pour, à la fois améliorer son propre impact environnemental et aussi faire pression sur le gouvernement du Québec afin qu'il améliore son impact environnemental et pour qu'il adopte des politiques publiques favorables à la transition écologique juste.

Un bilan annuel des émissions de gaz à effet de serre du SFPQ a ainsi été présenté au Conseil syndical de novembre 2023, une première au Québec. Un travail a aussi été fait pour diminuer l'empreinte carbone de nos placements, et le Syndicat a commencé à se faire accompagner par le Conseil québécois des événements écoresponsables en vue d'améliorer l'impact environnemental de ses événements.

En vue d'une exemplarité environnementale de l'État québécois, le Syndicat a, entre autres, participé aux consultations pour l'établissement de la Politique gouvernementale de développement durable 2023-2028, où ont été réclamées une loi visant la carboneutralité de l'État québécois et une amélioration significative de l'impact environnemental des ministères et organismes. Dans un engagement actif auprès du Réseau intersyndical pour le climat et du Front commun pour la transition énergétique, le SFPQ a aussi proposé des webinaires ou journées d'ateliers au sujet de la transition juste en milieu de travail, et a aussi pris position en faveur de la protection de l'environnement et d'un meilleur rôle de l'État québécois dans la transition, en réclamant notamment la tenue d'un véritable débat de société et d'une consultation publique élargie sur l'avenir énergétique du Québec.

DÉFENSE DES SERVICES PUBLICS

La défense des services publics est au cœur de la mission du SFPQ. Une vice-présidence en a la responsabilité politique, et un processus de veille stratégique lui est dédié : l'Observatoire de la défense des services publics et de la sous-traitance.

Des informations de tous les paliers du SFPQ y sont colligées et analysées afin de préparer les interventions appropriées qui permettent de faire le lien entre des atteintes aux conditions de travail de nos membres et leurs incidences sur les services publics.

Parmi les enjeux de défense des services publics qui ont conduit à des interventions médiatiques ou politiques dans le dernier mandat, mentionnons : la dégradation des conditions de travail et des services publics au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, dans les Centres de gestion des appels de la Sûreté du Québec, au ministère de la Justice, au ministère des Transports et de la Mobilité durable ou au Tribunal administratif du logement; l'insuffisance des moyens en inspection; le recul des services publics en région, etc.

TOURNÉE DDD

La tournée des DDD réalisée en mai 2023 a permis d'aborder des enjeux multiples concernant la vie syndicale au SFPQ, d'établir un dialogue constructif autour de problématiques locales, d'analyser la conjoncture économique et politique, et de préparer le terrain pour les États généraux de la fonction publique qui aboutiront au sommet de novembre 2024.

En ce qui a trait au dialogue entamé, il est possible de regrouper les constats partagés en 4 ensembles de problématiques et de pistes de solution. Il apparaît important, avant de les présenter, de rappeler que les constats ci-dessous sont donc ceux qui apparaissent transposables à l'ensemble du territoire du Québec.

Les difficultés vécues en matière de mobilisation semblent faire écho à un premier enjeu identifié comme étant majeur par les DDD, c'est-à-dire le manque de connaissances non seulement de la structure et des services du SFPQ, mais également de la lutte syndicale en tant que telle. À cet effet, des revendications concernant une systématisation de l'accueil, le renforcement de la transmission d'informations, et une augmentation des efforts et de l'accompagnement en formation et en éducation politique ont été constatées. Le second enjeu, soit la distance entre le palier local et les autres paliers, a fait l'objet de demandes en matière de participation à la mobilisation et de consultations. Le troisième enjeu, soit celui de la charge de travail et de la pression liée au statut de personne déléguée, a fait ressortir la nécessité pour le SFPQ d'accroître son support. Enfin, les enjeux de mobilisation mentionnés lors de ces rencontres ont permis de soulever la nécessité de renouveler les stratégies de mobilisation du SFPQ, et ce, au niveau de tous les paliers.

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET TRANSFORMATION NUMÉRIQUE

La transformation numérique de l'État et la dématérialisation des services restent au cœur des considérations du SFPQ. Au cours du dernier mandat, nous avons à cet effet assisté à la création du ministère de la Cybersécurité et du numérique, ainsi qu'à une foule de transformations gouvernementales réduisant les services de proximité et l'imputabilité des gestionnaires, tout en posant des risques à la qualité du travail en tant que tel.

À cet effet, des députés et des hauts fonctionnaires ont été rencontrés afin de militer pour une plus grande implication syndicale dans les changements technologiques liés à l'intelligence artificielle. Le SFPQ s'est également doté d'un plan d'action en matière d'intelligence artificielle, afin de continuer à faire pression sur le gouvernement pour limiter les effets néfastes de la transition numérique. Le syndicat continue également à collaborer avec

l'Observatoire international sur les impacts de l'IA et du numérique (OBVIA) et avec diverses autres organisations (communautaires, syndicales et groupes de recherche) afin de faire front contre la déshumanisation du travail et des services publics. Le syndicat est également intervenu auprès de l'employeur, comme au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, afin de faire valoir les droits des travailleuses, des travailleurs et de la population, ainsi que dans d'autres tribunes, comme au conseil de l'Innovation dans le cadre de consultations sur l'intelligence artificielle.

L'ensemble des actions politiques et des démarches de recherches effectuées en continu par le SFPQ permet d'affirmer que le Syndicat se positionne toujours bel et bien comme un leader de la société civile lorsqu'il s'agit de réclamer des mesures progressistes afin de protéger l'ensemble de son membrariat, ainsi que la société en général, contre une transformation numérique néolibérale.

CONCLUSION

Voici donc le bilan du dernier cycle d'activité du SFPQ. Celui-ci témoigne d'une toujours grande combativité dans les négociations ainsi que dans les autres dossiers, tout comme des efforts effectués pour conserver notre caractère d'avant-garde dans les dossiers de la défense de l'environnement et de la transition numérique. Il témoigne également des initiatives de consultation entreprises, tant par la tournée DDD que pour la défense des services publics ou les États généraux de la fonction publique. Enfin, il fait la démonstration qu'à travers les actions posées en matière de défense des services publics, le SFPQ a su être combatif, non seulement pour défendre ses membres et leurs conditions de travail, mais également pour défendre un projet de société progressiste en vue d'un Québec plus viable et plus juste.

La vigilance, la proactivité et la rigueur dont le SFPQ fait preuve lui permettent d'être porteur d'un projet d'avenir solidaire, et de se battre sans répit pour les conditions de travail et les conditions de vie des personnes qu'il représente.